

DOSSIER - DEBAT N° 2

FAUT-IL RENDRE LE VOTE OBLIGATOIRE ?

doc. 1

VIVE LE VOTE OBLIGATOIRE !

Par Louis-Georges Tin, président du CRAN, et Michel Wieviorka, président du Conseil scientifique du CRAN, in *Le Monde.fr* | 14.12.2011

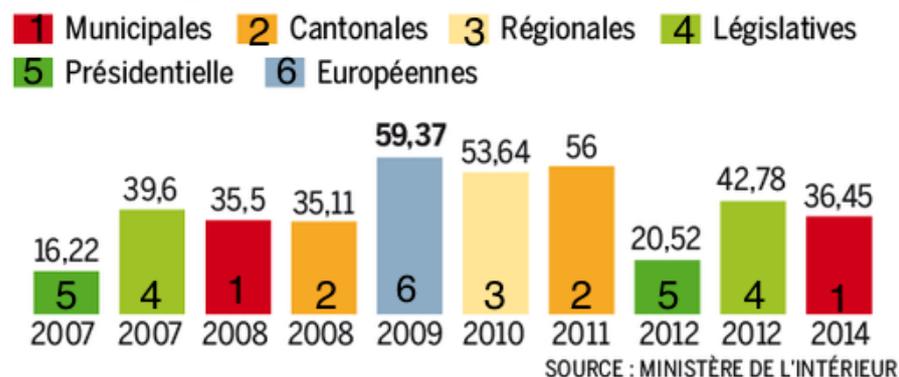
L'abstention témoigne toujours des carences et des limites de la démocratie. Elle est d'autant plus préoccupante, en France, qu'elle s'accroît de manière soutenue. Pour les élections européennes, son taux est passé en trente ans de 39 % à 59 %. Pour les législatives, en vingt ans, elle a augmenté de 20 points. Les enquêtes le disent bien : ce sont surtout les plus défavorisés qui s'abstiennent. Ils ne votent pas parce qu'ils n'attendent rien de la politique. Ils pensent que les acteurs politiques ne s'intéressent pas à eux ; et les politiques s'intéressent peu à eux parce qu'ils savent qu'ils ne votent pas. Il faut sortir de ce cercle vicieux.

Jusqu'en 1848, en France, le suffrage était censitaire. Seuls votaient ceux qui avaient du bien. Rien de tel aujourd'hui. En principe, tous les citoyens peuvent voter. Mais en réalité, tous ne votent pas. Et puisque ce sont les plus démunis socialement qui s'abstiennent, il faut bien admettre que notre République relève d'un universalisme abstrait, qui promet l'égalité civique, mais laisse concrètement toute sa place à un suffrage qui demeure censitaire, non pas de jure, mais de facto.

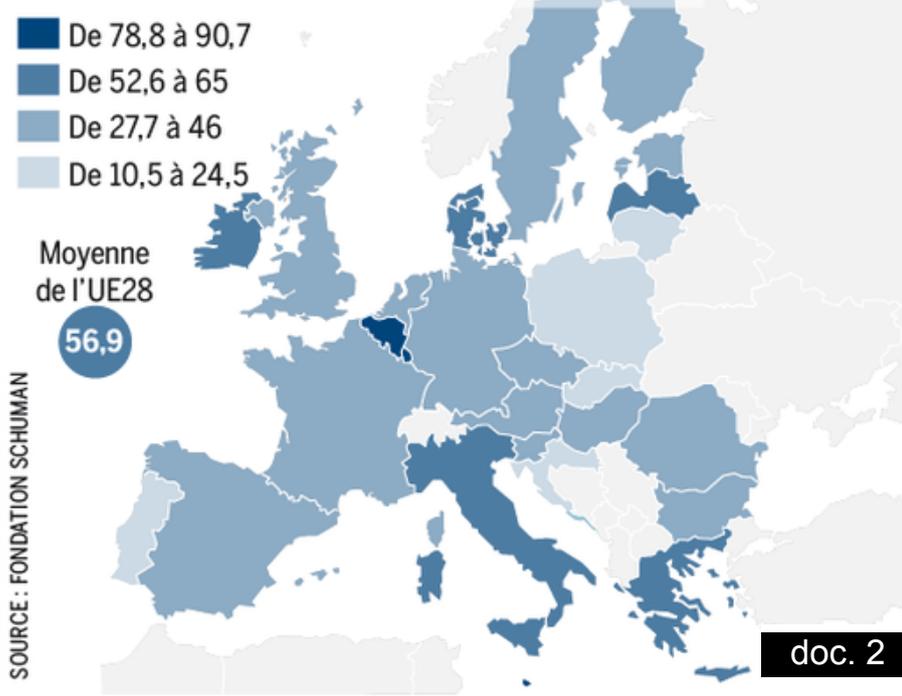
Une telle béance démocratique pèse lourdement sur la vie politique : les candidats, les partis, les leaders ont le souci de répondre aux demandes de l'électorat réel, bien plus qu'à celles de ceux qui ne votent pas. C'est ainsi que le gaullisme social a été balayé par la droite bling bling, amie des milliardaires. Que le Parti communiste est plus faible que jamais, ou que le Parti socialiste est parfois tenté de se recentrer, en visant non les plus défavorisés, mais en priorité les couches moyennes culturellement actives.

L'abstention électorale va de pair avec la déshérence de la question sociale, ce n'est pas un phénomène neutre, qui se répartirait uniformément dans toute la société. Elle contribue très largement au déficit en matière de politiques sociales. Si le peuple dans son ensemble s'exprimait davantage, si les plus pauvres votaient en masse, les programmes politiques s'en trouveraient sans doute infléchis en un sens plus social. En tout cas, ils gagneraient en légitimité, quels qu'ils soient. C'est l'inverse que nous

TAUX D'ABSTENTION AU PREMIER TOUR (France métropolitaine)
en pourcentage des inscrits



LA PARTICIPATION AUX EUROPÉENNE EN 2009, en %



doc. 2

observons : aujourd'hui, la sphère politique classique est discréditée, ce qui nourrit les extrêmes et le populisme. Reflux des politiques sociales, montée de l'extrême-droite, démission des politiques au profit des experts financiers et technocratiques : voilà des maux qui caractérisent notre temps et que l'abstention vient exacerber. Avec la crise, ces phénomènes se trouvent évidemment renforcés.

Surreprésentés parmi les populations défavorisées, en plus d'être la cible privilégiée du racisme et des discriminations, les Noirs de France sont doublement concernés par cette déréliction sociale et citoyenne. Mais ils ne sont pas les seuls, le problème concerne les jeunes de banlieue, dont on ne parle que sur un mode négatif, ceux du monde rural, dont on ne parle jamais, les ouvriers, qui ont comme disparu de nos médias et de notre imaginaire collectif, les personnes âgées, trop souvent isolées, etc. Au bout du compte, la question concerne tous les Français qui croient encore à la démocratie et à l'égalité. N'y a-t-il pas d'autre choix, pour les moins favorisés, qu'entre le silence, la violence ou le vote Front national ?

Il est temps d'enrayer cette déliquescence de la démocratie. Une mesure simple, même si elle ne prétend évidemment pas résoudre tous les maux, pourrait mettre fin à l'abstention : le vote obligatoire.

Le concept n'est pas nouveau. Sa première application remonte à 1862. Il est pratiqué dans plusieurs pays, au Brésil, en Bolivie, en Australie, par exemple et, en Europe, chez nos voisins, en Italie, en Grèce, en Belgique. Par ailleurs, il a déjà fait l'objet de propositions de loi qui sont restées sans suite. Et on l'ignore souvent, mais il existe aussi en France... pour les sénatoriales. N'est-il pas amusant que le vote obligatoire ait été institué dans notre pays uniquement pour l'élection la plus "élitiste", celle à laquelle les citoyens ne participent pas directement ? La loi oblige les "grands" électeurs à voter pour les sénatoriales, ne pourrait-elle obliger les "petits" électeurs, eux aussi, à voter pour les autres élections ? Depuis peu, l'inscription sur les listes électorales est une obligation. Il faut aller plus loin : le vote, lui aussi, doit devenir une obligation.

Evidemment, nous entendons d'ici les objections : le droit de vote est une liberté, dont on peut user, ou non. Pourquoi transformer la liberté en contrainte ? N'avons-nous pas assez d'obligations tous les jours, sans en ajouter une de plus ? Nous répondons ici : le vote est un droit, c'est aussi un devoir. Y renoncer, se résigner à l'abstention et, actuellement, à sa montée, c'est contribuer à une régression. Par ailleurs, l'obligation n'est pas forcément contraire à la liberté. Depuis les débuts de la Troisième République en France, l'école est obligatoire. Est-ce un obstacle à la liberté ? Non, bien au contraire, cette obligation permet de former les enfants et d'en faire des citoyens responsables. L'école contribue à la formation du citoyen, elle est obligatoire. Pourquoi le vote, qui constitue l'expression du citoyen, ne pourrait-il l'être lui aussi ? Bref, le vote obligatoire, c'est comme l'école obligatoire : c'est la République.

S'y opposer, c'est rester prisonnier d'une vision libérale qui se contente d'une citoyenneté formelle où tous les citoyens sont officiellement égaux devant le droit de vote. Mais il ne suffit pas d'inscrire un principe dans la loi pour qu'il devienne une réalité. Si nous souhaitons que le peuple, dans son ensemble, retrouve le chemin des urnes et, de là, puisse peser démocratiquement sur les politiques sociales, si nous souhaitons passer des droits civiques théoriques à la citoyenne réelle, nous devons mettre en place le vote obligatoire.

En même temps que l'on fera du vote une obligation, il convient que les autorités prennent les mesures pour en faciliter l'exercice, par exemple en favorisant le vote par procuration ou par Internet, pour toutes les personnes empêchées, en situation de handicap, en déplacement fréquent, etc. En rouvrant ce débat, qui pourrait être l'occasion de faire œuvre de pédagogie, nous rouvrons en même temps celui sur la prise en compte du vote blanc, car si les citoyens prennent la



décision de s'exprimer de cette façon, il faut que leur choix soit comptabilisé, et non pas laissé de côté ou confondu avec les votes nuls.

Qui dit obligation dit sanctions. Selon nous, celles-ci doivent être légères, raisonnables et pédagogiques. Nous excluons les pénalités financières, qui reviendraient à tenter de faire payer les plus pauvres – une fois de plus –, et les pénalités civiques, qui retirent des droits, au lieu d'en octroyer davantage. S'il faut des sanctions, leur forme reste à définir, ce qui appelle réflexion et débat.

La gauche promet depuis trente ans le droit de vote aux élections locales pour les étrangers et semble décidée à le mettre en place si elle parvient à remporter les prochaines élections : il faut souhaiter aussi que le principe du vote obligatoire soit rapidement adopté et se transcrive dans de meilleurs délais en une réalité concrète.

doc. 4

OBLIGER À VOTER

par Alain Garrigou, 4 mai 2015 Le Monde diplomatique
Professeur en science politique à l'Université de Paris Ouest -
Nanterre La Défense, collaborateur au Monde diplomatique.

Un rapport parlementaire français vient de préconiser le vote obligatoire (rapport de M. Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale sur « l'engagement citoyen et l'appartenance républicaine ») [...] On peut [...] être surpris de ce retour d'une vieille proposition. Dans ces temps d'informalisation où la liberté et l'individualisme sont vantés comme principes de conduite dans toute la vie sociale, où la démocratie est considérée comme le seul régime légitime, l'instauration d'une obligation d'expression détonne. Belle illustration de la panne d'idées qu'on accuse partout [...] En l'occurrence, le débat paraît quelque peu suranné et pourrait se limiter à exhumer les vieux arguments d'un débat qui fut vif autour de 1900. [...] Le président de l'Assemblée nationale a même répété la vieille antienne de ceux qui étaient morts pour le suffrage universel. Combien de temps les historiens devront-ils se battre contre ce cliché ? Sans oublier qu'il ne suffit pas de mourir pour qu'une cause soit bonne il faut donc rappeler que les héros civiques des Trois glorieuses de 1830 avaient un tout autre slogan : « la liberté ou la mort » — à moins qu'ils ne parlent de « mourir pour la patrie ». Quant à ceux de 1848, le suffrage universel leur fut accordé sans qu'ils le demandent, pour les ramener au calme. On peut toujours faire l'exégèse des espérances, mais si la liberté d'expression a bien été un objectif, l'obligation d'expression, elle, ne figure pas au rang des grands idéaux démocratiques.

Bataille du passé ? Parlons donc du présent. L'obligation de vote est aujourd'hui proposée pour faire face à la baisse de la participation électorale qui, à terme, menacerait la légitimité des élus, et, in fine, la démocratie. Depuis les années 1980, tous les pays voient leur taux de participation électorale baisser [...] Condition aggravante, ce sont les plus jeunes qui s'abstiennent le plus : si la moitié de l'ensemble des électeurs s'abstiennent, chez les jeunes de 18 à 24 ans, ce sont les deux tiers. Sachant que les personnes âgées, malgré une baisse de participation après la vie active, votent encore très majoritairement, la baisse de la participation devrait donc continuer. [...] Si la légitimité des représentants nationaux est problématique, que dire d'élus locaux qui seraient élus par 20 % du corps électoral ?

Sur un tel sujet sont répétés les arguments de principe quant à un « devoir électoral » — qui en décide ? —, sur le vote comme fonction ou comme droit. On conviendra qu'il faut préserver et peut-être sauver la démocratie. Cela peut-il se faire par l'obligation de voter ? Ce débat est en partie homologue à celui qui concerne la sécurité. Obtenir plus de sécurité mériterait bien de renoncer à des libertés. Significativement, le temps est au retour à l'ordre. Il ne s'agit pas en effet seulement de voter pour quelqu'un mais aussi de voter pour le vote. Le refus de l'offre électorale avancé par certains critiques pour aménager l'obligation laisse supposer que tous sont favorables au vote mais pas à ce qu'on leur propose. Il faut rappeler aux démocrates que la démocratie préserve aussi le droit de ne pas être démocrate. Dans le respect des lois et le refus de la violence. Or, si le vote est démocratique, tout le monde n'est pas démocrate et il est donc antidémocratique d'obliger les antidémocrates à voter.

【...】 Il était tentant de s'appuyer sur l'opinion publique pour justifier l'instauration d'une contrainte. La fondation Jean Jaurès, proche du PS, a ainsi commandé un sondage selon lequel 56 % des sondés seraient favorables à une obligation et même 67 % si le vote blanc était comptabilisé. Sachant que les électeurs constants (votant à tous les scrutins) représentent moins d'un tiers de l'électorat, cela signifierait que plus de la moitié de ces sondés — à supposer que l'échantillon soit représentatif — souhaitent être eux-mêmes contraints. Cocasse... 【...】 D'ailleurs, le vote électronique — par machines à voter ou en ligne —, est proposé comme un autre moyen de stopper la baisse de la participation (1). Les deux voies étant explorées indépendamment l'une de l'autre, on peut imaginer l'association des deux réformes : il serait obligatoire de voter par Internet... 【...】

Qu'il s'agisse des propositions de loi de députés UMP en février 2013, de celle du député écologiste François de Rugy en mars 2015, ou de ce rapport de Claude Bartolone en avril 2015, ces initiatives ont-elles d'autres buts que de faire parler de soi ? Elles dénotent surtout l'effroi de représentants qui mobilisent de plus en plus mal les électeurs. Alors que le vote obligatoire avait plutôt la faveur des conservateurs sous la IIIe République, il n'est pas étonnant qu'il s'attire aujourd'hui celle de ceux qui ont le plus de mal à être élus, et donc à la gauche qui pâtit le plus de l'abstentionnisme. La Seine-Saint-Denis, département de Claude Bartolone, a connu un record d'abstention au second tour des élections départementales de 2015 avec 65,85 %.

Dans une fable iconoclaste, José Saramago conte le cataclysme déclenché par le déferlement de l'abstention dans une grande ville. Les autorités ne peuvent même pas imaginer que le mouvement ne soit pas concerté et commencent donc à réprimer tous azimuts. L'abstention est subversive parce qu'elle refuse aux puissants l'assentiment des gouvernés. La lucidité, comprend-on, selon le titre du roman, consiste à refuser ce marché de dupes. Ce n'est plus alors la faillite des gouvernants ou l'inadéquation de l'offre politique qui explique la montée de l'abstention. Le principe du suffrage universel repose sur la conviction que le vote sert les électeurs : incitations sociales à participer à la vie du groupe, adossées aux incitations morales négatives — seuls les condamnés ne votaient pas — ou positives — les électeurs étaient flattés que les puissants sollicitent leurs suffrages —, attentes d'améliorations des conditions de vie — routes, eau courante, prix garantis, protection sociale, etc. Mais si ces gains ne sont plus offerts, ou en tout cas plus associés au vote, pourquoi continuer à voter ? Si les promesses électorales sont aussitôt oubliées que lancées, à quoi sert d'y croire ? Et qu'importe que soit en cause la malignité de représentants, plus attachés à conquérir les emplois qu'à servir les représentés, ou encore l'impuissance de la politique face à la mondialisation ou à la loi des marchés... Que les dirigeants ne veuillent plus ou ne puissent plus, c'est le principe même de la représentation politique qui est subverti.

Il est ici probable que le mouvement de désengagement électoral soit alors différent selon les deux catégories touchées : ceux qui n'y croient plus et ceux qui n'y ont jamais cru. Les premiers sont les déçus auxquels s'offre le repli dans l'abstention protestataire, électeurs de toutes catégories sociales mais surtout recrutés parmi les classes populaires. Les seconds sont alors plutôt ces jeunes qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales, n'ont jamais voté et ne se sentent pas concernés. Or la colère ou l'indifférence passent mal au travers d'un bulletin de vote. En tout état de cause, il faudrait alors soit comptabiliser les bulletins blancs dans le résultat — solution proposée par des parlementaires, qui effraie cependant la plupart d'entre eux — ou ne pas le faire, mais au prix d'un accroissement de l'anomalie à mesure que leur nombre augmenterait. La faute aux électeurs, suggèrent les partisans du vote obligatoire ; la faute aux politiques, répondent les adversaires. Et si c'était plus grave ?

Alain Garrigou

(1) Gilles Guglielmi, Olivier Ihl (dir.), Le vote électronique, L.G.D.J, Paris, 2015.

LE VOTE OBLIGATOIRE CHANGERAIT-IL QUELQUE CHOSE ?

Madjid Zerrouky, *Le vote obligatoire changerait-il quelque chose ?* in, Le Monde.fr | du 06.03.2015

【...】 Philippe Doucet suggère également dans sa proposition n° 23 de rendre le vote obligatoire afin de « lutter contre la logique de relégation (...) qui conduit nombre d'habitants à s'abstenir lors des élections » : « Rendre le vote obligatoire, comme cela se fait en Belgique, au Luxembourg, en Grèce, en Australie, etc., et rendre automatique l'inscription sur les listes électorales. »

【...】 En Belgique, le vote est un devoir

La Belgique est l'exemple le plus ancien, l'obligation de voter y ayant été mise en place en 1893. Au dernier scrutin européen, 89,64 % des Belges se sont déplacés aux urnes. Vitalité démocratique ou peur du bâton ?

Selon le code électoral, tout citoyen belge doit s'inscrire sur les listes électorales, et tout

électeur s'abstenant de se rendre aux urnes est passible d'une amende de 30 à 60 euros la première fois ; jusqu'à 150 euros si récidive.

Et la loi ne se contente pas de frapper l'abstentionniste au porte-monnaie, puisqu'elle peut priver de vote pendant dix ans toute personne qui aurait négligé l'obligation de se rendre aux urnes à quatre reprises sur une période de quinze ans. L'abstentionniste ne peut recevoir pendant ce laps de temps ni nomination, ni promotion, ni distinction émanant d'une autorité publique.

Entre les récalcitrants et les personnes ayant motivé leur non-vote pour des raisons médicales ou professionnelles, le taux d'abstention moyen en Belgique se situe autour 10 %.

Mais qu'en serait-il, si, comme en France, l'électeur était libre de s'abstenir ? Selon une enquête du Baromètre social de la Wallonie, en 2013, seuls 60 % des électeurs Wallons se seraient déplacés à coup sûr lors d'élections communales, contre 53 % pour des élections fédérales, 51 % pour des régionales et 47 % pour des européennes si le vote n'avait pas été obligatoire. Des chiffres globalement stables par rapport à une précédente étude en 2007.

La crainte de voir le taux de participation chuter lourdement semble paralyser les tentatives de réforme menées par les opposants au vote obligatoire en Belgique.

En Australie, 93 % de participation

En Australie aussi, le trésor public se charge de demander des comptes aux abstentionnistes. Pris en défaut, l'électeur réfractaire devra justifier son absence dans l'isoloir et pourra recevoir une



amende allant jusqu'à 100 dollars (71 euros), voire, dans des cas extrêmement rares, une peine de prison.

Instaurée en 1924, l'obligation de voter permet aujourd'hui au pays d'afficher des taux de participation records : 93,28 % aux dernières législatives de 2013. Mais une minorité résiste : nombre d'électeurs australiens potentiels échappent à leur devoir... en faisant les morts. En effet, l'absence sur les listes électorales n'est plus sanctionnée par une amende.

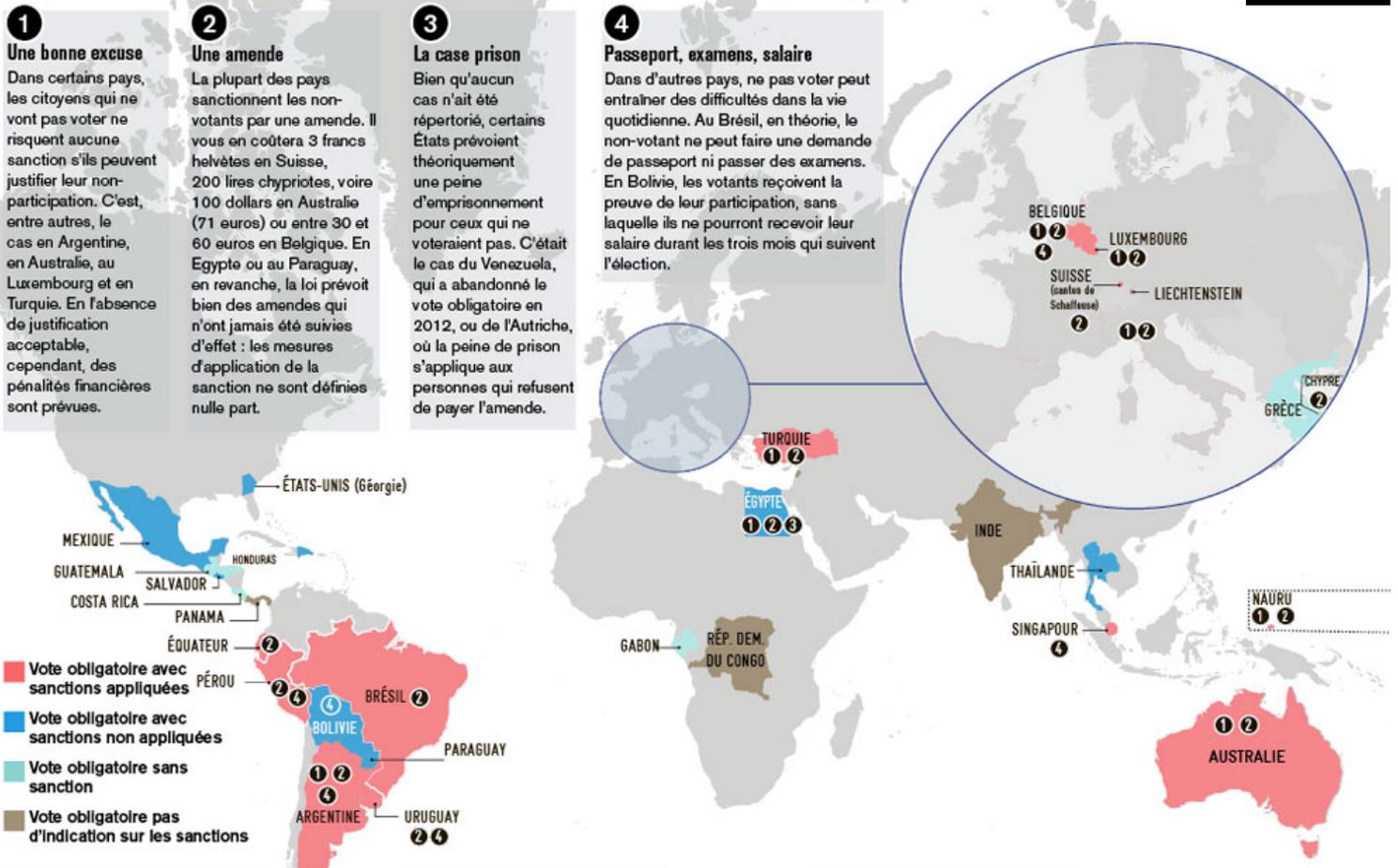
Ainsi à l'occasion du centenaire de l'inscription obligatoire sur les listes électorales, en 2012, le site de la commission électorale australienne révélait que quelque 1,5 million d'Australiens éligibles manquaient à l'appel sur les listes électorales (pour 13 millions de votants en 2013).

Mais la contestation s'intensifie. Certains activistes vont jusqu'à refuser de payer leur amende, refusant que la démocratie participative se résume à une contrainte.

Autre critique, celle qui émane des petits partis, qui craignent que le vote obligatoire ne pousse vers les partis de premier plan des électeurs en manque de connaissances et d'intérêt pour la politique.

Reste que plus de 70 % des Australiens se disent attachés au vote obligatoire, quel que soit leur milieu social. Un chiffre qui n'a pas baissé depuis plus de quarante ans.

En France, l'institut de sondage IFOP a interrogé, pour Valeurs actuelles, ceux qui s'apprêtaient à s'abstenir aux élections européennes du 25 mai 2014. En cas de vote obligatoire, les abstentionnistes auraient voté... comme ceux qui ont voté, le FN faisant la course en tête, devant l'UMP et le PS.



Cornelius Castoriadis , *Contre le conformisme généralisé, Stopper la montée de l'insignifiance* Le Monde diplomatique d'Aout 1998, po.22-23

Il manque la voix de Cornelius Castoriadis, ce dissident essentiel, en ces temps de « non-pensée ». Il n'a pas sombré dans le renoncement esthète, ni dans le cynisme ni dans cette apathie repue qui dit : « Tout se vaut, tout est vu, tout est vain. » Il dénonce une élite politique réduite à appliquer l'intégrisme néolibéral, mais souligne aussi la responsabilité du « citoyen » que la précarité désengage de l'activité civique. Silencieusement, s'est mise en place cette formidable régression : une non-pensée produisant cette non-société, ce racisme social. Jusqu'au bout Castoriadis a recherché une radicalité : « Je suis un révolutionnaire favorable à des changements radicaux, disait-il quelques semaines avant sa mort. Je ne pense pas que l'on puisse faire marcher d'une manière libre, égalitaire et juste le système français capitaliste tel qu'il est. »

Ce qui caractérise le monde contemporain ce sont, bien sûr, les crises, les contradictions, les oppositions, les fractures, mais ce qui me frappe surtout, c'est l'insignifiance. Prenons la querelle entre la droite et la gauche. Elle a perdu son sens. Les uns et les autres disent la même chose. Depuis 1983, les socialistes français ont fait une politique, puis M. Balladur a fait la même politique ; les socialistes sont revenus, ils ont fait, avec Pierre Bérégovoy, la même politique ; M. Balladur est revenu, il a fait la même politique ; M. Chirac a gagné l'élection de 1995 en disant : « Je vais faire autre chose » et il a fait la même politique.

Les responsables politiques sont impuissants. La seule chose qu'ils peuvent faire, c'est suivre le courant, c'est-à-dire appliquer la politique ultralibérale à la mode. Les socialistes n'ont pas fait autre chose, une fois revenus au pouvoir. Ce ne sont pas des politiques, mais des politiciens au sens de micropoliticiens. Des gens qui chassent les suffrages par n'importe quel moyen. Ils n'ont aucun programme. Leur but est de rester au pouvoir ou de revenir au pouvoir, et pour cela ils sont capables de tout.

Il y a un lien intrinsèque entre cette espèce de nullité de la politique, ce devenir nul de la politique et cette insignifiance dans les autres domaines, dans les arts, dans la philosophie ou dans la littérature. C'est cela l'esprit du temps. Tout conspire à étendre l'insignifiance.

La politique est un métier bizarre. Parce qu'elle présuppose deux capacités qui n'ont aucun rapport intrinsèque. La première, c'est d'accéder au pouvoir. Si on n'accède pas au pouvoir, on peut avoir les meilleures idées du monde, cela ne sert à rien ; ce qui implique donc un art de l'accession au pouvoir. La seconde capacité, c'est, une fois qu'on est au pouvoir, de savoir gouverner.

Rien ne garantit que quelqu'un qui sache gouverner sache pour autant accéder au pouvoir. Dans la monarchie absolue, pour accéder au pouvoir il fallait flatter le roi, être dans les bonnes grâces de Mme de Pompadour. Aujourd'hui dans notre « pseudo- démocratie », accéder au pouvoir signifie être télégénique, flairer l'opinion publique.

Je dis « pseudo-démocratie » parce que j'ai toujours pensé que la démocratie dite représentative n'est pas une vraie démocratie. Jean-Jacques Rousseau le disait déjà : les Anglais croient qu'ils sont libres parce qu'ils élisent des représentants tous les cinq ans, mais ils sont libres un jour pendant cinq ans, le jour de l'élection, c'est tout. Non pas que l'élection soit pipée, non pas qu'on triche dans les urnes. Elle est pipée parce que les options sont définies d'avance. Personne n'a demandé au peuple sur quoi il veut voter. On lui dit : « Votez pour ou contre Maastricht ». Mais qui a fait Maastricht ? Ce n'est pas le peuple qui a élaboré ce traité.

Il y a la merveilleuse phrase d'Aristote : « Qui est citoyen ? Est citoyen quelqu'un qui est capable de gouverner et d'être gouverné. » Il y a des millions de citoyens en France. Pourquoi ne seraient-ils pas capables de gouverner ? Parce que toute la vie politique vise précisément à le leur désapprendre, à les convaincre qu'il y a des experts à qui il faut confier les affaires. Il y a donc une contre-éducation politique. Alors que les gens devraient s'habituer à exercer toutes sortes de responsabilités et à prendre des initiatives, ils s'habituent à suivre ou à voter pour des options que d'autres leur présentent. Et comme les

gens sont loin d'être idiots, le résultat, c'est qu'ils y croient de moins en moins et qu'ils deviennent cyniques.

Dans les sociétés modernes, depuis les révolutions américaine (1776) et française (1789) jusqu'à la seconde guerre mondiale (1945) environ, il y avait un conflit social et politique vivant. Les gens s'opposaient, manifestaient pour des causes politiques. Les ouvriers faisaient grève, et pas toujours pour de petits intérêts corporatistes. Il y avait de grandes questions qui concernaient tous les salariés. Ces luttes ont marqué ces deux derniers siècles.

On observe un recul de l'activité des gens. C'est un cercle vicieux. Plus les gens se retirent de l'activité, plus quelques bureaucrates, politiciens, soi-disant responsables, prennent le pas. Ils ont une bonne justification : « Je prends l'initiative parce que les gens ne font rien. » Et plus ils dominent, plus les gens se disent : « C'est pas la peine de s'en mêler, il y en a assez qui s'en occupent, et puis, de toute façon, on n'y peut rien. »

La seconde raison, liée à la première, c'est la dissolution des grandes idéologies politiques, soit révolutionnaires, soit réformistes, qui voulaient vraiment changer des choses dans la société. Pour mille et une raisons, ces idéologies ont été déconsidérées, ont cessé de correspondre aux aspirations, à la situation de la société, à l'expérience historique. Il y a eu cet énorme événement qu'est l'effondrement de l'URSS en 1991 et du communisme. Une seule personne, parmi les politiciens - pour ne pas dire les politicards - de gauche, a-t-elle vraiment réfléchi sur ce qui s'est passé ? Pourquoi cela s'est-il passé et qui en a, comme on dit bêtement, tiré des leçons ? Alors qu'une évolution de ce type, d'abord dans sa première phase - l'accession à la monstruosité, le totalitarisme, le Goulag, etc. - et ensuite dans l'effondrement, méritait une réflexion très approfondie et une conclusion sur ce qu'un mouvement qui veut changer la société peut faire, doit faire, ne doit pas faire, ne peut pas faire. Rien !

Et que font beaucoup d'intellectuels ? Ils ont ressorti le libéralisme pur et dur du début du XIXe siècle, qu'on avait combattu pendant cent cinquante ans, et qui aurait conduit la société à la catastrophe. Parce que, finalement, le vieux Marx n'avait pas entièrement tort. Si le capitalisme avait été laissé à lui-même, il se serait effondré cent fois. Il y aurait eu une crise de surproduction tous les ans. Pourquoi ne s'est-il pas effondré ? Parce que les travailleurs ont lutté, ont imposé des augmentations de salaire, ont créé d'énormes marchés de consommation interne. Ils ont imposé des réductions du temps de travail, ce qui a absorbé tout le chômage technologique. On s'étonne maintenant qu'il y ait du chômage. Mais depuis 1940 le temps de travail n'a pas diminué.

Les libéraux nous disent : « Il faut faire confiance au marché. » Mais les économistes académiques eux-mêmes ont réfuté cela dès les années 30. Ces économistes n'étaient pas des révolutionnaires, ni des marxistes ! Ils ont montré que tout ce que racontent les libéraux sur les vertus du marché, qui garantirait la meilleure allocation possible des ressources, la distribution des revenus la plus équitable, ce sont des aberrations ! Tout cela a été démontré. Mais il y a cette grande offensive économique-politique des couches gouvernantes et dominantes qu'on peut symboliser par les noms de M. Reagan et de Mme Thatcher, et même de François Mitterrand ! Il a dit : « Bon, vous avez assez rigolé. Maintenant, on va vous licencier », on va éliminer la « mauvaise graisse », comme avait dit M. Juppé ! « Et puis vous verrez que le marché, à la longue, vous garantit le bien-être. » A la longue. En attendant, il y a 12,5 % de chômage officiel en France !

La crise n'est pas une fatalité

On a parlé d'une sorte de terrorisme de la pensée unique, c'est-à-dire une non-pensée. Elle est unique en ce sens qu'elle est la première pensée qui soit une non-pensée intégrale. Pensée unique libérale à laquelle nul n'ose s'opposer. Qu'était l'idéologie libérale à sa grande époque ? Vers 1850, c'était une grande idéologie parce qu'on croyait au progrès. Ces libéraux-là pensaient qu'avec le progrès il y aurait élévation du bien-être économique. Même quand on ne s'enrichissait pas, dans les classes exploitées, on allait vers moins de travail, vers des travaux moins pénibles : c'était le grand thème de l'époque. Benjamin Constant le dit : « Les ouvriers ne peuvent pas voter parce qu'ils sont abrutis par l'industrie [il le dit carrément, les gens étaient honnêtes à l'époque !], donc il faut un suffrage censitaire. »

Par la suite, le temps de travail a diminué, il y a eu l'alphabétisation, l'éducation, des espèces de Lumières qui ne sont plus les Lumières subversives du XVIIIe siècle mais des Lumières qui se diffusent tout de même dans la société. La science se développe, l'humanité s'humanise, les sociétés se civilisent et petit à petit on arrivera à une société où il n'y aura pratiquement plus d'exploitation, où cette démocratie représentative tendra à devenir une vraie démocratie.

Mais cela n'a pas marché ! Donc les gens ne croient plus à cette idée. Aujourd'hui ce qui domine, c'est la résignation ; même chez les représentants du libéralisme. Quel est le grand argument, en ce moment ? « C'est peut-être mauvais mais l'autre terme de l'alternative était pire. » Et c'est vrai que cela a glacé pas mal les gens. Ils se disent : « Si on bouge trop, on va vers un nouveau Goulag. » Voilà ce qu'il y a derrière cet épuisement idéologique et on n'en sortira que si vraiment il y a une résurgence d'une critique puissante du système. Et une renaissance de l'activité des gens, d'une participation des gens.

Çà et là, on commence quand même à comprendre que la « crise » n'est pas une fatalité de la modernité à laquelle il faudrait se soumettre, « s'adapter » sous peine d'archaïsme. On sent frémir un regain d'activité civique. Alors se pose le problème du rôle des citoyens et de la compétence de chacun pour exercer les droits et les devoirs démocratiques dans le but - douce et belle utopie - de sortir du conformisme généralisé.

Pour en sortir, faut-il s'inspirer de la démocratie athénienne ? Qui élisait-on à Athènes ? On n'élysait pas les magistrats. Ils étaient désignés par tirage au sort ou par rotation. Pour Aristote, souvenez-vous, un citoyen, c'est celui qui est capable de gouverner et d'être gouverné. Tout le monde est capable de gouverner, donc on tire au sort. La politique n'est pas une affaire de spécialiste. Il n'y a pas de science de la politique. Il y a une opinion, la doxa des Grecs, il n'y a pas d'épistémè (1).

L'idée selon laquelle il n'y a pas de spécialiste de la politique et que les opinions se valent est la seule justification raisonnable du principe majoritaire. Donc, chez les Grecs, le peuple décide et les magistrats sont tirés au sort ou désignés par rotation. Pour les activités spécialisées - construction des chantiers navals, des temples, conduite de la guerre -, il faut des spécialistes. Ceux-là, on les élit. C'est cela, l'élection. Election veut dire « choix des meilleurs ». Là intervient l'éducation du peuple. On fait une première élection, on se trompe, on constate que, par exemple, Périclès est un déplorable stratège, eh bien on ne le réélit pas ou on le révoque.

Mais il faut que la doxa soit cultivée. Et comment une doxa concernant le gouvernement peut-elle être cultivée ? En gouvernant. Donc la démocratie - c'est important - est une affaire d'éducation des citoyens, ce qui n'existe pas du tout aujourd'hui.

« Se reposer ou être libre »

Récemment, un magazine a publié une statistique indiquant que 60 % des députés, en France, avouent ne rien comprendre à l'économie. Des députés qui décident tout le temps ! En vérité, ces députés, comme les ministres, sont asservis à leurs techniciens. Ils ont leurs experts, mais ils ont aussi des préjugés ou des préférences. Si vous suivez de près le fonctionnement d'un gouvernement, d'une grande bureaucratie, vous voyez que ceux qui dirigent se fient aux experts, mais choisissent parmi eux ceux qui partagent leurs opinions. C'est un jeu complètement stupide et c'est ainsi que nous sommes gouvernés.

Les institutions actuelles repoussent, éloignent, dissuadent les gens de participer aux affaires. Alors que la meilleure éducation en politique, c'est la participation active, ce qui implique une transformation des institutions qui permette et incite à cette participation.

L'éducation devrait être beaucoup plus axée vers la chose commune. Il faudrait comprendre les mécanismes de l'économie, de la société, de la politique, etc. Les enfants s'ennuient en apprenant l'histoire alors que c'est passionnant. Il faudrait enseigner une véritable anatomie de la société contemporaine, comment elle est, comment elle fonctionne. Apprendre à se défendre des croyances, des idéologies.

Aristote a dit : « L'homme est un animal qui désire le savoir. » C'est faux. L'homme est un animal qui désire la croyance, qui désire la certitude d'une croyance, d'où l'emprise des religions, des idéologies politiques. Dans le mouvement ouvrier, au départ, il y avait une attitude très critique. Prenez le deuxième couplet de L'Internationale, le chant de la Commune : « Il n'est pas de Sauveur suprême, ni Dieu - exit la religion - ni César, ni tribun » - exit Lénine !

Aujourd'hui, même si une frange cherche toujours la foi, les gens sont devenus beaucoup plus critiques. C'est très important. La scientologie, les sectes, ou le fondamentalisme, c'est dans d'autres pays, pas chez nous, pas tellement. Les gens sont devenus beaucoup plus sceptiques. Ce qui les inhibe aussi pour agir.

Périclès dans le discours aux Athéniens dit : « Nous sommes les seuls chez qui la réflexion n'inhibe pas

l'action. » C'est admirable ! Il ajoute : « Les autres, ou bien ils ne réfléchissent pas et ils sont téméraires, ils commettent des absurdités, ou bien, en réfléchissant, ils arrivent à ne rien faire parce qu'ils se disent, il y a le discours et il y a le discours contraire. » Actuellement, on traverse une phase d'inhibition, c'est sûr. Chat échaudé craint l'eau froide. Il ne faut pas de grands discours, il faut des discours vrais.

De toute façon il y a un irréductible désir. Si vous prenez les sociétés archaïques ou les sociétés traditionnelles, il n'y a pas un irréductible désir, un désir tel qu'il est transformé par la socialisation. Ces sociétés sont des sociétés de répétition. On dit par exemple : « Tu prendras une femme dans tel clan ou dans telle famille. Tu auras une femme dans ta vie. Si tu en as deux, ou deux hommes, ce sera en cachette, ce sera une transgression. Tu auras un statut social, ce sera ça et pas autre chose. »

Or, aujourd'hui, il y a une libération dans tous les sens du terme par rapport aux contraintes de la socialisation des individus. On est entré dans une époque d'illimitation dans tous les domaines, et c'est en cela que nous avons le désir d'infini. Cette libération est en un sens une grande conquête. Il n'est pas question de revenir aux sociétés de répétition. Mais il faut aussi - et c'est un très grand thème - apprendre à s'autolimiter, individuellement et collectivement. La société capitaliste est une société qui court à l'abîme, à tous points de vue, car elle ne sait pas s'autolimiter. Et une société vraiment libre, une société autonome, doit savoir s'autolimiter, savoir qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire ou qu'il ne faut même pas essayer de faire ou qu'il ne faut pas désirer.

Nous vivons sur cette planète que nous sommes en train de détruire, et quand je prononce cette phrase je songe aux merveilles, je pense à la mer Egée, je pense aux montagnes enneigées, je pense à la vue du Pacifique depuis un coin d'Australie, je pense à Bali, aux Indes, à la campagne française qu'on est en train de désertifier. Autant de merveilles en voie de démolition. Je pense que nous devrions être les jardiniers de cette planète. Il faudrait la cultiver. La cultiver comme elle est et pour elle-même. Et trouver notre vie, notre place relativement à cela. Voilà une énorme tâche. Et cela pourrait absorber une grande partie des loisirs des gens, libérés d'un travail stupide, productif, répétitif, etc. Or cela est très loin non seulement du système actuel mais de l'imagination dominante actuelle. L'imaginaire de notre époque, c'est celui de l'expansion illimitée, c'est l'accumulation de la camelote - une télé dans chaque chambre, un micro-ordinateur dans chaque chambre -, c'est cela qu'il faut détruire. Le système s'appuie sur cet imaginaire- là.

La liberté, c'est très difficile. Parce qu'il est très facile de se laisser aller. L'homme est un animal paresseux. Il y a une phrase merveilleuse de Thucydide : « Il faut choisir : se reposer ou être libre. » Et Périclès dit aux Athéniens : « Si vous voulez être libres, il faut travailler. » Vous ne pouvez pas vous reposer. Vous ne pouvez pas vous asseoir devant la télé. Vous n'êtes pas libres quand vous êtes devant la télé. Vous croyez être libres en zappant comme un imbécile, vous n'êtes pas libres, c'est une fausse liberté. La liberté, c'est l'activité. Et la liberté, c'est une activité qui en même temps s'autolimite, c'est-à-dire sait qu'elle peut tout faire mais qu'elle ne doit pas tout faire. C'est cela le grand problème de la démocratie et de l'individualisme.

Philosophe, sociologue, historien, Cornelius Castoriadis (1922-1997) fut aussi économiste et psychanalyste. « Un titan de la pensée, énorme, hors norme », a dit de lui Edgar Morin. Il est mort le 26 décembre 1997. Né en 1922 en Grèce, il s'installe à Paris en 1945, où il crée la revue Socialisme ou barbarie. En 1968, avec Edgar Morin et Claude Lefort, il publie Mai 68 : la brèche (Fayard, Paris). En 1975 paraît L'Institution imaginaire de la société (Seuil, Paris), sans doute son ouvrage le plus important. En 1978, il entreprend la série Les Carrefours du labyrinthe. C'est à la suite de la publication de La Montée de l'insignifiance (Seuil, Paris, 1996) qu'il accorda un entretien, en novembre 1996, à Daniel Mermet, producteur de l'émission « Là-bas si j'y suis » sur France-Inter, d'où est tiré ce texte.



Cornelius Castoriadis

MAURICE MERLEAU-PONTY, *SIGNES*, GALLIMARD, 1960

Gide, dit-on, ne votait pas sous prétexte que la voix de sa concierge comptait autant que la sienne. Ce raisonnement mérite réflexion. Si Gide voulait le vote plural pour les hommes cultivés, la revendication de sa part serait exorbitante. Il savait mieux que personne que la culture n'est pas une garantie de jugement. Aux yeux du Gide de 1930, le Gide de 1916, lecteur de l'Action Française, devait bien être quelque chose comme une « concierge ». Aux yeux du Gide de 1940, celui de 1930. Le moindre retour sur soi devait dissuader Gide de prétendre au gouvernement des hommes.

Sans doute voulait-il dire autre chose. Non pas que la vérité est aux mains des hommes de culture, mais qu'ils ne peuvent la recevoir des autres. Celui qui prend part au vote se démet de ses convictions les plus mûres, il consent qu'elles ne comptent que comme une « opinion » dans le recensement général des opinions, il ratifie d'avance la décision des autres. Pourquoi leur concéder d'un coup dans un scrutin ce qu'on ne leur accorderait pas dans une conversation ? Si vérité il y a, c'est par la réflexion libre. Gide refusera donc une cérémonie où le jugement propre se soumet au jugement des autres. Qu'ils gouvernent contre lui, s'ils le veulent, mais qu'ils ne lui demandent pas d'y souscrire...

Ce qui est particulier à Gide, c'est le purisme qui l'empêche de voter parce qu'il n'admet pas le principe du vote. La plupart des votants préfèrent ruser avec la règle du jeu. Mais, tout au fond, ils ne l'acceptent pas plus que lui. Qui d'entre nous respecte le résultat d'un scrutin décevant ? Nous votons parce que nous espérons que notre opinion l'emportera, nous votons en violents. Si nous ne l'emportons pas, déjà nous pensons à la revanche. Sauf peut-être en Angleterre (encore faudrait-il aller voir ce qui se cache sous la légende du fair play) chacun récuse le suffrage des autres, et le libéralisme est introuvable.

La politique révolutionnaire le sait depuis longtemps et elle ne se prête au jeu que pour passer outre. Le révolutionnaire, qui porte les vrais intérêts du prolétariat, ne peut l'en faire juge à chaque instant il n'est pas probable que la majorité — même parmi les prolétaires — voie des nécessités qui n'apparaissent qu'aux plus défavorisés et aux mieux informés. Le vote consulte les hommes au repos, hors du métier, hors de la vie, il fait appel à l'imagination, qui est souvent faible, le vouloir-vivre reste à la porte de l'isoloir. Comment une majorité serait-elle révolutionnaire ?

L'avant-garde n'est pas le gros de l'armée. Ce n'est pas la convergence des opinions qui fera jamais une révolution, c'est l'accord pratique des opprimés dans la lutte sociale. Ce ne sont pas leurs pensées qui comptent, c'est le secret de leur existence » (Marx). Il ne s'agit pas d'administrer une société déjà faite, il faut d'abord la



MAURICE MERLEAU-PONTY (1908 -1961)

faire, aussi vraie, aussi vivante que l'accord des opprimés dans leur lutte. M.Dulles déclare au visage de M. Molotov que jamais régime communiste n'a été librement accepté. Il ne lui apprend rien. C'est comme s'il disait que jamais nos décisions importantes ne sont absolument démontrées ni démontrables.

Il n'y aurait rien à redire si la révolution dépassait vraiment le jeu du suffrage, si elle ne retrouvait pas, dans son propre développement, la question des autres. Mais elle la retrouve tant qu'elle vit. Elle a ses opposants. Si elle les consulte ou seulement les tolère, la voilà ramenée au problème du suffrage. Si elle les supprime, elle n'est plus l'accord total des opprimés qu'elle devait être.

Si l'on consulte les opinions, il n'y aura jamais de révolution — mais si la révolution n'est jamais contrôlée, est-ce une révolution, une société sans exploitation et sans oppression? Si elle n'a pas à se justifier devant une opposition, par des chiffres, des comparaisons, des estimations officielles et indépendantes, qui sait ce qu'elle coûte et ce qu'elle rapporte, et à qui, et finalement ce qu'elle est? C'est pour-quoi il lui arrive de proclamer des constitutions, d'organiser des consultations. Mais la concession est de pure forme : les suffrages prouvent s'ils sont favorables, mais ne la jugeraient pas s'ils étaient défavorables. Quand on lui demande ses preuves, elle répondra toujours qu'entrer dans les preuves serait déjà trahir.

Soit, reprend le conservateur, la minorité qui n'a rien à perdre n'est pas en position d'apprécier les mérites relatifs d'un régime qui l'exclut. C'est là affaire de statistiques, de probabilités, et la misère, elle, est catégorique. Il ne reste donc plus qu'à la tenir en respect.

Ainsi continue le duel de ceux qui craignent pour ce qui existe et de ceux qui veulent ce qui n'existe pas ou pas encore. Aux uns et aux autres, les régimes libéraux n'opposent qu'un art consommé de diluer les contradictions, de poser obliquement les problèmes, d'étouffer l'action dans la procédure, de créer des préjugés favorables ou défavorables, d'émousser les majorités elles-mêmes, quand elles ne sont pas sages, et de les conduire où elles ne veulent pas aller, de manipuler les esprits sans y toucher, — en un mot une forme juridique et rouée de la violence.

Gide avait-il donc raison? N'a-t-on le choix qu'entre la violence ouverte et le compromis précaire entre les violences? Faut-il être apolitique, faut-il être misanthrope?

Tout n'est pas si simple ni si noir. La misanthropie aura toujours tort parce que les vices de la politique tiennent en fin de compte à ce qu'il y a de plus valable chez les hommes: à leur idée de la vérité. Celui qui a vu quelque chose et le croit vrai, il le croit vrai pour tous. Si les autres ne le voient pas, c'est qu'ils sont fanatiques, c'est qu'ils ne jugent pas librement. Ainsi l'homme libre fait de ses évidences la mesure de toutes choses, et le voilà fanatique au moment où il se plaint du fanatisme des autres. Mais après tout, si chacun « se mêle des affaires des autres », s'il se substitue à eux, c'est aussi parce qu'il « se met à leur place », parce que les hommes ne sont pas l'un à côté de l'autre comme des cailloux, et que chacun vit en tous.

Un jour vient donc où celui qui voulait se retirer du jeu politique y est ramené justement par ce goût de la liberté qu'il cultivait à son profit. Gide l'a dit souvent : l'extrême individualisme rend sensible aux autres individus, et son Journal raconte

comment il est resté sans voix quand, prenant un taxi pour aller voir un malade à la clinique de la rue Boileau (alors luxueuse), et s'étonnant que le chauffeur ne la connût pas, il reçut cette simple réponse « Nous, c'est à Lariboisière. »

On peut ruser avec les autres, inventer des rêves où ils s'estompent — la « France réelle », le prolétariat pur — on ne peut refuser d'écouter quelqu'un qui parle de sa vie. Il y a au moins un sujet sur lequel les autres sont souverains juges : leur sort, leur bonheur ou leur malheur. Chacun là-dessus est infaillible, et ceci ramène à leurs proportions justes, les lieux communs sur le suffrage dont Gide n'a pas craint d'être l'écho.

Or cette compétence va très loin. La concierge de Gide n'avait peut-être pas, sur l'histoire, des vues aussi nuancées que Gide. Qu'importe ? Voter n'est pas écrire un traité de politique ou d'histoire universelle. C'est dire oui ou non à une action jugée sur ses conséquences vitales, qui sont parfaitement sensibles à chacun, qui ne sont même sensibles qu'à lui. La révolution russe commençante l'avait bien compris, quand elle appuyait le nouveau pouvoir sur les soviets, sur les hommes pris dans leur métier et dans le milieu de leur vie. Ce suffrage réel, ce jugement abrupt ; et qui tient en un mot, disent ce que chacun entend faire et ne pas faire de sa vie. Quand ils auraient cent fois raison, ceux qui « savent » ne peuvent mettre leurs lumières (d'ailleurs vacillantes) à la place de ce consentement ou de ce refus. La majorité n'a pas toujours raison, mais on ne peut avoir raison à la longue contre elle, et si l'on élude indéfiniment l'épreuve, c'est qu'on est dans son tort. Ici, nous touchons le roc. Non que la majorité soit oracle, mais parce qu'elle est le seul contrôle.

Reste à savoir comment recueillir ce suffrage-là, comment le protéger contre les diversions, par quelles institutions, et ce n'est pas facile, car le sentiment que chacun a de sa vie dépend incroyablement des idéologies. Surtout dans une situation tendue, l'abstrait lui-même devient concret, et chacun vit à tel point dans les symboles sociaux qu'il est difficile de retrouver en lui un domaine préservé de certitudes siennes.

Bien plus, il y a une comédie des sociétés libérales qui fait que le contrôle se change en son contraire. Alain pensait qu'on ne peut abuser du contrôle, qu'une fois pour toutes le rôle des citoyens est de dire non et celui du pouvoir de pousser à la tyrannie. Si chacun remplit pour le mieux son office, la société et l'humanité sont tout ce qu'elles peuvent être. Il n'avait pas prévu cet échange des rôles où la liberté et le contrôle servent à perpétuer des tyrannies, pendant que les intérêts de la liberté passent du côté du pouvoir. Tout pouvoir sans contrôle rend fou. C'est vrai. Mais que faire quand il n'y a plus de pouvoir du tout, quand il ne reste que des contrôleurs ? Le citoyen contre les pouvoirs, ce n'est pas toujours l'équilibre entre la tyrannie et le chaos, c'est quelquefois leur mélange, une société sans action, sans histoire.

Le problème du suffrage est tout entier devant nous. Nous n'en sommes pas à entrevoir ce que serait une société qui l'aurait résolu. Mais il est de faire communiquer ce qui se dit et ce qui se fait. Nous savons donc déjà qu'une société valable ne sera pas moins libre, mais plus libre que la nôtre. Plus d'instruction, plus d'information et plus précise, plus de critique concrète, la publicité du fonctionnement social et politique réel, tous les problèmes posés dans les termes les plus offensants — offensants comme l'est le malheur et comme le sont tous les bons raisonnements — voilà les conditions préalables de rapports sociaux « transparents ». (Juillet 1955.)